

LAISSEZ L'EAU TRANQUILLE



Michel Moreaux, Institut d'économie industrielle de l'université de Toulouse.

Le récent Forum mondial de l'eau de Kyoto a réuni un ensemble hétéroclite de délégations. Car si l'eau est rare, les donneurs de conseils et les chercheurs de solutions ne manquent pas.

Ce forum partait d'un constat alarmant. Environ 1,5 milliard de terriens n'ont pas accès à l'eau potable et près de 2,5 milliards d'entre eux ne sont pas raccordés à un réseau d'assainissement. Différentes instances mondiales proposent de diviser ces chiffres par deux d'ici à 2015. Avec un énorme effort d'investissement, puisque, entre-temps, la population aura augmenté. Le Conseil mondial de l'eau l'évalue à 100 milliards de dollars par an.

L'habitude qu'on a d'entendre claironner des « passifs » de cet ordre, auxquels ne semble correspondre aucun « actif », fera peut-être dire que la somme n'est pas si colossale, alors qu'elle représente le double de l'aide publique au développement. Mais pourquoi devrait-elle provenir de financements publics ? L'échec de ces politiques de développement révèle surtout la carence de l'action publique, puisque c'est elle qui régit *in fine* le système, soit directement, soit en fixant le

cadre d'action du secteur privé, qui, de fait, n'approvisionne que 5 % de la population mondiale.

L'éternel débat privé-public revient donc en force sur le devant de la scène. L'ampleur des investissements à consentir avait incité à recourir au secteur privé. Mais, dans la plupart des cas, la concession était accordée au privé surtout pour suppléer l'incapacité des opérateurs publics à entretenir et développer leurs réseaux. Car ces services étaient facturés à un prix qui ne permettait pas de couvrir les coûts. Si une exploitation privée permet souvent une gestion plus efficace de la distribution d'eau, donc des coûts moindres, il n'en reste pas moins nécessaire de couvrir ces coûts (quitte à reproduire les mêmes injustices).

Plus que le choix entre public et privé, c'est celui du niveau de gestion et de prise de décision qui se révèle crucial. Le niveau local est sans doute le plus apte à évaluer les besoins, les projets à réaliser et le choix des opérateurs. Car ce ne sont pas forcément les mêmes sociétés privées ou entités publiques qui sont le mieux à même de répondre aux besoins d'une grande ville ou à ceux d'une petite communauté rurale.

“Si l'eau est rare, les donneurs de conseils et de solutions ne manquent pas.”

Clichés de France et d'Amérique

La crise entre la France et les Etats-Unis met en cause le fondement même de leur alliance. Elle peut durer, car elle révèle la méconnaissance réelle et réciproque des deux alliés. Ce doit donc être l'occasion de nous interroger sur ce que représentent nos échanges avec les Etats-Unis et sur la place que nous pouvons occuper dans ce grand pays.

Après deux cent vingt-sept ans de relations mouvementées, la majorité des Américains accusent les Français de les avoir abandonnés. Les Français, eux, sont persuadés qu'ils avaient raison de défendre la paix. Ce dialogue de sourds affecte l'image que chacun a de l'autre : les Français apparaissent aux yeux des Américains comme peu fiables et hypocrites, alors qu'une forte majorité de nos compatriotes stigmatisent l'impérialisme et l'égoïsme de l'Amérique. Près de 30 % des Américains soutiennent le boycott des produits français : le passage à l'acte est donc en cours.

L'image de la France aux Etats-Unis est celle du pays où il fait bon vivre. Mais combien d'Américains savent-ils que près de 1 million d'entre eux sont employés par des sociétés contrôlées directement ou indirecte-

ment par des intérêts français, qu'une société franco-allemande fait jeu égal avec Boeing dans l'aéronautique civile ou que la France multiplie les réussites dans la biotechnologie et l'informatique ? Qui aura repéré l'enquête récente de *Forbes* plaçant les entreprises françaises au deuxième rang mondial pour l'efficacité de leur gestion ?

Français et Américains ne veulent penser qu'à ce qui les oppose. Pourtant, les liens économiques, commerciaux et culturels entre les deux pays, la présence de centaines de milliers de Français aux Etats-Unis, le rôle des Américains, très minoritaires mais très cultivés et influents, qui connaissent notre pays beaucoup mieux que de nombreux Français, rien de cela n'a disparu.

Au fond, la crise actuelle nous prouve que ces années d'échanges n'ont pas encore dégagé pour le citoyen moyen des images échappant au simplisme et à la caricature. Impressionnés par les succès américains, les Français n'ont pas suffisamment valorisé leurs propres progrès et leurs choix de société. Ils ont de même trop facilement accepté que la société américaine, si diverse et complexe, soit résumée par les clichés du cow-boy et du mastodonte.

Le temps est venu d'un dialogue plus riche et plus adapté à la culture de chacun. La tâche sera longue. Raison de plus pour s'y atteler très vite.

* Membre de l'Observatoire de *L'Expansion*.



Michel Garcin*, président de la France-American Foundation.